

Burundi : un activiste des droits de l'Homme placé en détention

@rib News, 14/07/2017 – Source AFP Un activiste de la société civile au Burundi, arrêté jeudi par le très redouté Service national de renseignement (SNR), est "détenu" dans ses cachots "pour atteinte à la sûreté de l'état", a-t-on appris de source policière vendredi. Germain Rukuki, qui travaille dans le milieu associatif depuis des années, a été arrêté jeudi matin dans le quartier de Ngagara (nord de Bujumbura) à la suite d'une vaste opération policière, selon des témoins assurant que "des dizaines de policiers avaient ceinturé" le quartier dès l'aube.

"Germain Rukuki a été arrêté chez lui à Ngagara, il est détenu au SNR pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat", a annoncé dans un tweet le porte-parole de la police, Pierre Nkurikiye, sans donner plus de précisions. "Nous dénonçons l'arrestation de cet activiste des droits de l'Homme par la police présidentielle du SNR qui se comporte comme un Etat dans l'Etat", a dénoncé vendredi à l'AFP Me Armel Niyongere, l'une des principales figures de la société civile burundaise en exil et premier à donner l'alerte sur cette arrestation. M. Rukuki est le responsable financier de l'Association des juristes catholiques du Burundi (AJCB), l'une des rares ONG indépendantes à avoir encore pignon sur rue. Une dizaine d'autres ont été interdites ou suspendues et des dizaines de leurs membres contraints à l'exil depuis le début de la crise politique actuelle. Celle-ci, qui a fait entre 500 et 2.000 morts selon les sources (ONU et ONG), avait été déclenchée en avril 2015 par la décision controversée du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat, qu'il avait obtenu en juillet de la même année lors d'un scrutin boycotté par l'opposition. Depuis, le SNR, qui répond directement du président Nkurunziza, est présenté par l'ONU ainsi que des ONG locales et internationales comme le véritable bras armé de la répression et est accusé de très nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de disparitions forcées. "C'est l'intimidation et la persécution des organisations indépendantes encore actives sur le terrain qui se poursuit. Il y a trois autres membres d'une autre organisation (PARCEM, une ONG qui lutte pour la bonne gouvernance, ndlr) qui croupissent en prison depuis près d'un mois pour le même motif", a dénoncé Me Niyongere. Au Burundi, la grande majorité des quelque 9.600 détenus dans les maisons d'arrêt fin juin étaient membres ou sympathisants de l'opposition accusés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, selon l'une des principales organisations locales des droits de l'Homme, Aprodeh, dont les principaux responsables ont également fui en exil.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});